

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, *Etrangers*
CHIEF DE L'ÉTAT,
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT,

Vu la constitution ;

Vu la loi n° 36-60 du 2 juillet 1960, portant réglementation
générale du séjour des étrangers sur le Territoire de la Répu-
blique Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 61-90 du 28 avril 1961, réglementant
l'admission des étrangers en République Populaire du Con-
go ;

Vu le décret n° 62-151 du 25 mai 1962, portant réglemen-
tation de la procédure d'expulsion des étrangers installés
en République Populaire du Congo ;

Le conseil d'Etat entendu ;

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — L'entrée et le séjour des étrangers dans la
République Populaire du Congo sont subordonnés aux con-
ditions ci-après :

TITRE PREMIER

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

CE DOCUMENT
APPARTIENT A

INF LEG / DOC NORMES

POINTS D'ENTRÉE DANS LE TERRITOIRE

2. — Les étrangers pénétrant dans la République
Populaire du Congo devront obligatoirement passer par l'une
des localités suivantes : Fouta - Pointe-Noire, Kimongo,
Mindouli, Boko, Brazzaville, Mossaka, Impfondo, Ouessou,
Dolisie, Souanké, Boko-Songho, Mayoko, Divénié, Dongou,
Kellé, Kibangou, M'Binda, N'Gabé, Makotopoko, M'Pouya,
M'Vouti, M'Bomo, Loukoléla.

Art. 3. — Dans chacun de ces centres, les autorités des
services d'émigration-immigration sont chargées de veiller
à l'application des mesures édictées par le décret n° 72-115
du 10 avril 1972 et de ses textes d'application. Elles ont qua-
lité pour réembarquer d'office ou refouler les personnes qui,
dans un délai de 48 heures, ne se seraient pas conformées
aux prescriptions réglementaires.

CHAPITRE II

Mesures sanitaires

Art. 4. — Les mesures de prophylaxie exigées sont celles
prévues par la réglementation sanitaire internationale.

Toutefois les étrangers pénétrant sur le Territoire congo-
lais peuvent être soumis à toute mesure exceptionnelle im-
posée par l'état sanitaire du pays.

En outre, les étrangers désirant se fixer en République
Populaire du Congo doivent produire un certificat médical po-
sur leur état de santé général, délivré par un méde-
cin désigné par l'administration.

CHAPITRE III

Pièces d'identité, Visas, Dispenses

Art. 5. — Sous réserve de l'application des conventions
internationales relatives à la libre circulation des personnes,
tout étranger pour être admis à pénétrer dans la République
Populaire du Congo doit produire :

1° Un passeport national ou une pièce en tenant lieu
comportant visa d'entrée ;

2° Un extrait de casier judiciaire datant moins de 3 mois.

Ne sont pas astreints à la présentation de cette dernière :

Les agents diplomatiques et consulaires ;

Les personnes chargées d'une mission officielle, y compris
notamment les fonctionnaires des organisations internatio-
nales ayant leur siège ou leur bureau sur le Territoire de la
République Populaire du Congo ainsi que leur conjoint et
famille à charge, les représentants des Etats membres de
ces organisations et les experts se trouvant en mission pour
le compte ainsi que leur conjoint, les personnes envoyées
en mission d'assistance technique ainsi que leur conjoint et
leur famille à charge.

Les personnes bénéficiant d'un visa touristique.

Art. 6. — Sauf exceptions prévues au présent chapitre,
tout étranger pénétrant dans la République Populaire du
Congo est tenu de déposer un cautionnement garantissant
son rapatriement.

Le cautionnement peut être versé au trésor ou dans une
banque du choix de l'intéressé au point d'accès.

Si le cautionnement est versé dans une banque, l'intéressé
devra remettre aux autorités d'immigration, dès son arrivée,
le récépissé du dépôt et une attestation de la banque s'enga-
geant à verser la somme au trésor dans les 48 heures.

La compagnie de transport ou agence de voyages qui déli-
vre le billet de passage-aller est habilitée à recevoir le cau-
tionnement lors de l'établissement dudit billet. Elle en donne
un reçu provisoire qui doit être remis par l'intéressé aux auto-
rités d'immigration du point d'entrée. Les compagnies de
transport ou agences de voyages sont tenues de reversez au
trésor les sommes versées à titre de cautionnement par les
voyageurs dont elles assurent le transport dans un délai ma-
ximum de 30 jours à compter de la date de l'entrée des voya-
geurs dans la République Populaire du Congo.

Art. 7. — Les employeurs sont tenus au versement du
cautionnement concernant les personnes qu'ils emploient et,
le cas échéant des familles de celles-ci lorsque par application
des dispositions du code du travail les frais de voyage entre
le lieu de l'emploi et la résidence habituelle leur incombent.

Le délai de versement du cautionnement est de 2 mois à
compter du jour de la signature du contrat de travail.

Après l'expiration ou la résiliation du contrat du travail,
la charge du cautionnement incombe au nouvel employeur
ou au travailleur lui-même s'il vient à ne plus occuper un
emploi salarié.

Toutefois dans ce dernier cas le cautionnement reste pen-
dant 2 années consécutives à la cessation du travail à la char-
ge de l'employeur, lorsque celui-ci est tenu au rapatriement
du travailleur en cause et, le cas échéant, de sa famille. L'exis-
tence de l'obligation de rapatriement est régie par les disposi-
tions du code du travail sous le contrôle de la juridiction
compétente.

L'employeur n'est admis à obtenir le remboursement du
cautionnement que dans les cas suivants :

Lorsque le travailleur et le cas échéant sa famille ont
quitté définitivement le Territoire ;

Lorsqu'un nouvel employeur ayant la charge du caution-
nement par application des dispositions qui précèdent en
a assuré la garantie.

Lorsque le travailleur a versé lui-même le cautionnement
et, ou est bénéficiaire d'une dispense pour lui-même et,
éventuellement sa famille ;

En tout état de cause le remboursement du cautionnement
est obligatoire lorsque 2 années se sont écoulées depuis la
cessation du travail ;

Le remboursement du cautionnement se limite au mon-
tant de la somme consignée.

Art. 8. — Sont dispensés du versement du cautionnement :

1° Les agents diplomatiques et consulaires ;

2° Les personnes chargées de missions officielles sous con-
dition de présenter une pièce justifiant de leur mission ;

3° Les touristes possesseurs d'un billet-retour ou d'un
billet-circulaire à condition que le titre de transport soit
établi nominativement et qu'il porte en caractères apparents
et indélébiles qu'il n'est ni remboursable au possesseur, ni
transformable sans autorisation du service de l'immigration
ni cessible à d'autres qu'aux autorités administratives congo-
laises.

4° Les personnes de l'assistance technique chargées à la
demande du Gouvernement congolais d'une tâche de coopé-
ration ou culturelle.

Art. 9. — Des dispenses individuelles de cautionnement
peuvent être accordées à titre précaire et révocable par
arrêté du ministre de l'administration du Territoire après
visa du ministre de la défense et de la sécurité.

1° Aux personnes qui pourront justifier de moyens d'exis-
tence certains et suffisants dans la République Populaire du
Congo ;

2° Aux employés titulaires d'une autorisation d'emploi
et d'un contrat de travail engagés par des entreprises com-

merciales, agricole, industrielles ou minières, ayant des établissements ou agence dans la République Populaire du Congo quand ces entreprises ont contracté un engagement général de rapatriement agréé par l'administration. Ces dispositions s'étendent à la famille des employés sus-visés.

3° Aux personnes dont les activités ou la profession présentent un caractère d'utilité certain pour le Territoire.

Art. 10. — Le cautionnement pourra être remplacé par une caution agréée par arrêté du ministre de l'administration du Territoire après visa du ministre de la défense et de la sécurité sur présentation par les personnes se portant garant d'une déclaration timbrée, signée et légalisée garantissant formellement le rapatriement. L'arrêté sus-visé demeure toujours révocable. En cas de révocation le cautionnement devient immédiatement exigible.

Le bénéficiaire d'un arrêté portant agrément de caution devra remettre à son entrée dans le Territoire, au lieu et place du montant du cautionnement garantissant son rapatriement, une ampliation dûment légalisée de cet arrêté.

En aucun cas les entreprises ne peuvent être admises à se porter caution pour le personnel qu'elles emploient. Elles peuvent seulement obtenir la dispense de cautionnement prévues à l'article 9.

Art. 11. — Le cautionnement prévu à l'article 6 sera déposé par le trésor à la caisse de dépôts et consignations, comme consignation administrative.

Le retrait n'en peut être autorisé que par l'autorité administrative. Le paiement sera effectué à la caisse du comptable indicé par le consignataire ou par virement de compte après établissement de la quittance de remboursement par le comptable qui a reçu la consignation.

TITRE II

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE V

Conditions particulières de séjour et de circulation dans le Territoire

Art. 12. — La circulation d'un étranger dans le Territoire congolais et son séjour dans certains lieux peuvent être, à titre individuel réglementés ou interdits. S'il s'agit d'un étranger résident, la mesure le concernant est mentionnée sur sa carte de résident. Dans le cas contraire, elle fait l'objet d'une notification par la voie administrative.

Art. 13. — La déclaration exigée à l'article 23 de l'ordonnance n° 15-72 du 10 avril 1972 de toute personne logeant un étranger, doit être faite dans les 24 heures de l'arrivée de ce dernier au service d'immigration ou à défaut aux autorités administratives les plus proches de la résidence d'hébergement.

CHAPITRE VI

Etrangers résidant dans les Etats membres de l'U. D. E. A. C.

Art. 14. — Les ressortissants des Etats membres de l'U.D.E.A.C. à l'exclusion des étrangers résidant sur le Territoire de ces Etats sont dispensés, à l'entrée dans la République Populaire du Congo, de la présentation du visa d'entrée et de l'extrait de casier judiciaire ainsi que du versement du cautionnement. Ils doivent toutefois justifier par la production d'un certificat de leur résidence habituelle dans les Etats mentionnés.

La durée de leur séjour ne peut excéder 8 jours, passé ce délai, ils doivent solliciter la délivrance d'un visa de séjour.

CHAPITRE VII

Etrangers résidant dans les Etats frontaliers

Art. 15. — Les ressortissants de la République du Zaïre, des Territoires de l'Angola et du Cabinda pourront pénétrer et circuler sans visa préalable dans la limite des Districts frontaliers à charge par eux de se conformer aux prescriptions de l'article 2 du présent décret, d'être muni de pièces d'état civil et du passeport sanitaire international.

La durée de leur séjour est fixée à 8 jours. Des prolongations de séjour pourront être accordées sur demande motivée des intéressés, passé ce délai, il leur sera délivré un visa de séjour dans le cadre des règles régissant la politique commune en matière d'émigration-immigration.

CHAPITRE VIII

Etrangers transitant par le Territoire

Art. 16. — Les ressortissants étrangers en provenance de la République du Zaïre et les originaires de ce pays s'embarquant à destination de l'Europe ou de tout autre pays, pourront transiter par Brazzaville et le Territoire de la République sans formalités préalables, à charge par eux d'apporter la preuve de leur départ (passage aérien ou maritime, visa d'entrée ou caution d'émigration à l'étranger). Leur entrée sur le Territoire congolais devra obligatoirement s'effectuer par le Beach de Brazzaville ou l'aéroport de Maya-Maya et les facilités accordées ne les dispensent pas de la production des pièces réglementaires exigées en matière d'immigration. Leur séjour dans le Territoire ne pourra excéder 24 heures.

Art. 17. — Les ressortissants étrangers ou les originaires de la République du Zaïre en provenance de l'extérieur et se rendant dans la République du Zaïre pourront transiter par le Territoire congolais sans formalités préalables à charge par eux d'apporter la preuve de leur admission dans la République du Zaïre (visa d'entrée ou certificat de domicile). Leur sortie devra s'effectuer obligatoirement par le Beach de Brazzaville ou l'aéroport de Maya-Maya. Les facilités accordées ne les dispensent pas de la production des pièces réglementaires exigées en matière d'immigration. Leur séjour dans le Territoire ne pourra excéder 24 heures.

Art. 18. — Les ressortissants étrangers en provenance des Territoires du Cabinda ou de l'Angola et les originaires de ces Territoires s'embarquant à destination de l'Europe ou de tout autre pays, pourront transiter par le Territoire de la République Populaire du Congo sans formalités préalables à charge par eux d'apporter la preuve au service d'émigration de leur voyage hors des frontières de la République Congolaise (passage aérien ou maritime, visa d'entrée ou caution d'émigration à l'étranger). Leur entrée sur le Territoire congolais ne pourra se faire que par les postes d'émigration de Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie. Leur séjour dans le Territoire ne pourra excéder 48 heures.

Art. 19. — Les ressortissants étrangers ou les originaires des Territoires du Cabinda et de l'Angola en provenance de l'extérieur et se rendant dans le Territoire du Cabinda ou de l'Angola pourront transiter dans le Territoire congolais sans formalités préalables à charge par eux de se conformer aux prescriptions de l'article 2 du présent décret, d'apporter la preuve au service d'émigration de leur admission dans le Territoire du Cabinda ou de l'Angola (visa d'entrée ou certificat de domicile). Les facilités accordées ne les dispensent pas de la production des pièces réglementaires exigées en matière d'immigration. Leur séjour dans le Territoire ne pourra excéder 48 heures.

Leur sortie du Territoire ne pourra se faire que par les postes d'émigration de Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie.

Art. 20. — Toutefois les étrangers en transit en République Populaire du Congo sortant ou se rendant en République du Zaïre ou dans les Territoires de l'Angola et du Cabinda sont astreints à l'obtention d'un visa de transit lorsque leur séjour pourrait excéder 48 heures.

CHAPITRE IX

Cas particuliers concernant certaines catégories de frontaliers

Art. 21. — Les facilités accordées par l'article 15 aux ressortissants de la République du Zaïre pourront être étendues aux militaires ou fonctionnaires habituellement revêtus de la tenue civile et titulaires d'une permission de leur chef de corps. Ces facilités ne les dispensent pas de la production des pièces réglementaires exigées en matière d'immigration.

Art. 22. — Les ressortissants de la République du Zaïre travaillant sur le Territoire congolais, titulaires d'une carte de circulation frontalière de travailleur étranger, pourront pénétrer et circuler dans les limites territoriales dictées par leurs activités professionnelles. Tout séjour supérieur à 48 heures devra être signalé par l'employeur au service d'immigration responsable.

CHAPITRE X

Autorités consulaires

Art. 23. — Un Laisser-Passer établi par les services d'immigration à Brazzaville pourra sur demande adressée par les intéressés au ministère des affaires étrangères être délivré. Aux chefs des missions diplomatiques qui résident sur le Territoire de la République du Zaïre seraient accrédités au-

près du Président de la République Populaire du Congo ainsi que leur collaborateurs officiels.

Aux agents consulaires qui, résidant sur le Territoire de la République du Zaïre ont néanmoins la République Populaire du Congo dans leur circonscription consulaire.

Art. 24. — Le ministre de la défense et de la sécurité est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Brazzaville, le 10 avril 1972.

Commandant M. N'GOUABI.

ACTES EN ABREGE

PERSONNEL

Nomination

— Par arrêté n° 1405 du 30 mars 1972, M. Note (Agathon), administrateur du travail, est mis à la disposition de la coordination générale des services de planification pour servir en qualité d'Homologue à l'opération C.O.B. 16.

— Par arrêté n° 1634 du 13 avril 1972, le docteur Loembé (Benoît), médecin de 9^e échelon précédemment en service à la Région du Pool est nommé conseiller aux affaires médicales et sociales au cabinet du Président de la République, Chef de l'Etat, Président du conseil d'Etat en remplacement de M. Batétana (Jean-Pierre), conseiller administratif chargé des affaires sociales appelé à d'autres fonctions.

Le docteur Loembé (Benoît) percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

VICE-PRESIDENCE DU CONSEIL D'ETAT, MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCAUX

DÉCRET n° 72-110 du 5 avril 1972, rapportant le décret n° 69-393 du 21 novembre 1969, portant nomination de magistrats.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ETAT,

Vu la constitution ;

Vu la loi n° 42-61 du 20 juin 1961, portant statut de la magistrature ;

Vu le décret n° 61-183 du 3 août 1961, portant application de la loi n° 42-61 du 20 juin 1961 sus-visée ;

Vu l'ordonnance n° 63-10 du 6 novembre 1963, fixant l'organisation judiciaire et la compétence des juridictions,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Est et demeure rapporté le décret n° 69-393 du 21 novembre 1969, portant nomination de magistrats en ce qui concerne M. Delhot (Thomas) nommé procureur de la République près le tribunal de Grande Instance de Brazzaville.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Brazzaville, le 5 avril 1972.

Commandant M. N'GOUABI.

Par le Président de la République,

Chef de l'Etat,

Président du Conseil d'Etat :

Le Vice-président du Conseil
d'Etat, ministre de la justice garde
des sceaux,

M. A. MOUDILENO-MASSONGO.

Le ministre des finances
et du budget,

A.-Ed. POUNGUI.

MINISTERE DES FINANCES ET

Actes en abrégé

PERSONNEL

Tableau d'avancement - Promotion

— Par arrêté n° 1285 du 23 mars 1972, tableau d'avancement de l'année 1970, le cadre de la catégorie D, hiérarchie II des fonctionnaires de la République Populaire du Congo dont les noms

SERVICE ACTIF

Préposés

Pour le 2^e échelon, à 2 ans :

MM. Tsiba (Léonard) ;
Matchiona (Ignace) ;
Mongo (Joseph).

A 30 mois :

MM. Elo Akiana (Ludovic) ;
Kissakanda (Antoine) ;
N'Gouma (Michel) ;
Mambou (Gabriel) ;
Salabiakou (Jean) ;
Bayadika (Gabriel).

Pour le 3^e échelon, à 2 ans :

MM. Goura (Gaston) ;
Bayokakana (Joseph) ;
Makoundou (Vincent) ;
Bazoya (Fidèle).

A 30 mois :

MM. Loubelo (Daniel) ;
Kibinda (Faustin).

Pour le 4^e échelon, à 2 ans :

MM. Dongou (Gilbert) ;
Ondongo (Jean-Samuel) ;
Mayembo (Antoine) ;
N'Kouka (Gilbert) ;
N'Zaba (Eugène) ;
M'Bemba (Isidore).

A 30 mois :

MM. M'Bon (Jean) ;
N'Kodia (Bernard).

Pour le 5^e échelon, à 2 ans

MM. Loukaka (Pascal) ;
Yaomba (Joseph) ;
Ollala (Albert) ;
Ganakabou (Honoré).

A 30 mois :

MM. N'Zingoula (Paul) ;
Koussoukouka (Dominique) ;
Filankembo (Eugène).

Pour le 6^e échelon, à 2 ans :

M. Koumouka (Barnabé).

A 30 mois :

M. Sita (Grégoire).

Du grade de préposé principal

Pour le 1^{er} échelon, à 2 ans :

MM. Tsiba (André) ;
Mayama (Placide).

A 30 mois :

MM. Maganda (Jean-Pierre) ;
Kignoumba (Vincent).